

Le Burundi semble effacé de la scène médiatique mondiale

Bondy Blog, 29 juin 2012 Burundi, qu'est-ce qu'on en dit ? Par Claire Diao En Afrique, il y a des pays dont on entend parler du fait de leur actualité et d'autres qui demeurent oubliés. Le Burundi, qui célébrera ses 50 ans d'indépendance le 1er juillet prochain, fait partie de ces derniers. « Il faut qu'on fasse connaître notre pays à travers le cinéma » déclare Evrard Niyomwugere, réalisateur du meilleur documentaire national du 4e Festival international du cinéma et de la télévision du Burundi (Festicab). Lui qui a eu l'opportunité d'étudier à l'école de cinéma La Fémis de Paris ne nous répéterait pas à travers d'autres pays.

Et pour cause, voisin de la République Démocratique du Congo qui ne se stabilise pas depuis son accession à l'indépendance et du Rwanda que le génocide de 1994 a tristement rendu célèbre, le Burundi est effacé de la scène médiatique. Peut-être parce que ses 27 843 km² font de lui un pays plus petit que le Lac Tanganyika qui le borde ? Nul ne le sait. Pourtant s'entend Carine, assistante du Festicab : « À chaque fois qu'un étranger vient ici, il souhaite s'en aller ». De la végétation à perte de vue, un lac dont les vagues et les plages ont tout d'un bord de mer, un calme relatif, des gens beaux, accueillants et discrets, une faune incroyable, des karaokés bondés où la bière coule à flots. Voilà ce qu'un voyageur peut découvrir de la capitale Bujumbura. « En tant qu'expatrié, tu peux très bien vivre dans une bulle et te connecter complètement de la réalité » m'explique une Française installée au Burundi depuis sept mois. Beau réalisme à la beauté idyllique du pays s'oppose le difficile quotidien des citoyens. Qui paient, dans 5 heures du matin, une botte de foin attachée à la selle. Qui lavent leurs habits dans les caniveaux du centre-ville. Qui transportent des sacs de ciment. Qui mendient un enfant dans le dos. Ou qui se saluent avec un sourire : « On est là, on crève toujours ». Dans les rues, on rencontre des hommes en bleu ou en treillis, souvent armés. Des policiers arrêtent parfois les véhicules espérant un billet. Une technique continentale tellement usuelle qu'on pourrait s'y habituer. Le samedi matin on lie les travaux communautaires. Interdiction de conduire, tenue de sport assurée, les habitants nettoient la ville. Pour beaucoup de jeunes de Bujumbura, l'esquive est facile : « C'est repos communautaire ! » Mais dans les villages de l'intérieur, c'est celui qui ne le fait pas. Les voisins surveillent ! La surveillance, justement, est un état de fait. Pas un bâtiment sans agent de sécurité, des gardiens sur la plage ou sur le bas-chaussée, il semble que tout soit prêt pour bondir si des troubles resurgissent. « Diviser pour mieux régner » Les troubles du pays remontent à la colonisation et à la racialisation initiée par les Belges à l'Est du Congo, au Ruanda-Urundi, deux royaumes distincts qu'ils avaient réussi à privilégier une ethnie par rapport à une autre plutôt que de comprendre le modèle d'État-Nation d'après l'instauré par les Twa, les Tutsis et les Hutus qui vivaient ensemble, la mise en place du stratagème « diviser pour mieux régner » fut bien implantée. Après avoir privilégié les Tutsis pendant quelques décennies, la Belgique soutient les Hutus au moment de l'indépendance, renforçant l'idée que ces deux ethnies ne peuvent pas cohabiter. « Nous avons toujours vécu ensemble mais le virus inoculé est allé jusqu'à structurer les esprits », me raconte un journaliste. Depuis l'indépendance du 1er juillet 1962, assassinats et coups d'État se succèdent. Les « événements » (comprenez massacres voire génocides) aussi : 1972, 1988, 1993, 1994, 1996. Le 1er juin 1993, le président Melchior Ndadaye est tué. Il sera assassiné quatre mois plus tard, le 21 octobre, tout comme sept personnes de l'exécutif burundais. En une semaine, de nombreux massacres sont perpétrés à l'intérieur du pays, des écoles attaquées, des routes et des ponts détruits, des forêts incendiées. Le 6 avril 1994 soit deux mois après son investiture par l'Assemblée nationale, le nouveau président du bord du Falcone 50 du président rwandais abattu par le rapport de Kigali (Rwanda). S'ensuivent le génocide contre les rwandais et onze ans de guerre civile au Burundi. Il aura fallu l'intervention de Nelson Mandela comme médiateur pour signer des accords de paix à Arusha (Tanzanie) en 2000. « Ce que nous avons gagné à Arusha c'est la reconnaissance mutuelle », affirme Rénovat, défenseur des droits de l'Homme et fondateur de l'association de lui. Les accords de cessez-le-feu entre le gouvernement et les mouvements armés sont signés le 16 novembre 2003 mais l'année 2004 marque la fin officielle de la guerre. Le mouvement rebelle actuellement au pouvoir, élu en 2005 remporte l'élection présidentielle de 2010 jugée transparente et juste par les observateurs internationaux mais dénoncée par les partis d'opposition. Malgré un retour à la paix déclarée, le spectre de la guerre refait son apparition. Des mouvements rebelles naissent et des répressions commises à l'encontre des opposants politiques, de la société civile et des médias sont dénoncées par des ONG telles qu'Amnesty International ou Human Rights Watch. « À Obiter Humane Rights Watch (HRW) à annuler une conférence de presse ne peut occulter la gravité de la violence politique au Burundi » déclarait en avril 2012 le directeur de la division Afrique de HRW en réaction à une lettre du Ministre de l'Intérieur. « Ce que j'observe dans mon pays et ce qui manque en Afrique, c'est le rejet de la vengeance », ajoute Rénovat attribue depuis 2009 un prix du Meilleur Patriote à un Burundais défendant les droits de l'Homme. « Ce qui s'est passé ces cinquante dernières années devait arriver. On ne peut pas tout inventer, ce sont des choses qui prennent du temps ». Le temps de pardonner Le temps, il en faudra beaucoup pour panser les blessures, les douleurs, les rancœurs. Celles des victimes de la guerre, des opposants opprimés et des réfugiés frontaliers dont les terres ont été attribuées. « Certains Blancs pensent que les Hutus et les Tutsis ne peuvent pas cohabiter alors que dans le même temps ils professent ne fut-ce que de manière hypocrite la réalité d'une France, d'une Belgique, d'une Allemagne multiculturelles » relève Davy, passionné par l'histoire de son pays et optimiste quant à son évolution long terme. Alors que la célébration du cinquantenaire de l'indépendance se prépare, une conférence internationale sur l'histoire du Burundi organisée par l'Institut Français de Bujumbura (IFB) a été annulée. Le correspondant local France 24, Hassan Ruvakuki, vient d'être arrêté et condamné à la prison perpétuelle pour acte de terrorisme. Une première dans ce pays où les médias et la société civile sont un contrepoids politique. « C'est une déclaration de guerre contre les médias » annonce le directeur de Bonesha FM, employeur de Ruvakuki. On lui reproche d'être allé voir les rebelles alors que le parti au pouvoir était rebelle avant d'être au gouvernement. On oublie le passé. Espérant une mobilisation de la communauté internationale pour libérer le journaliste, les médias envisagent de boycotter la célébration du cinquantenaire le 1er juillet prochain. Pourtant, malgré la guerre, très peu de Burundais choisissent l'émigration. « À J'ai

mon pays, explique RÃ©novat. Qui va le reconstruire si tout le monde s'Ã©loigne ?» Cette reconstruction, le fondateur du Festicab LÃ©once Ngabo la voit sous forme de cinÃ©ma. « Dans nos pays qui sortent de guerre, le 7e art doit Ãªtre vecteur de paix et de rÃ©unification » affirme le cinÃ©aste congolais Jean-Michel Kibushi, invitÃ© du festival. Associant artistes, mÃ©dias, partenaires privÃ©s et gouvernement, le Festicab est une belle occasion de promouvoir collectivement le Burundi. Ainsi qu'une note d'espoir pour l'ensemble du pays. Claire Dia, Bujumbura (Burundi)